BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

Décision du 9 décembre 2011 portant désignation des représentants du personnel au comité technique spécial de service placé auprès du premier président de la Cour de cassation NOR: JUSB1134413S

Le premier président de la Cour de cassation,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat :
- Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 22 juin 2011 relatif à la création d'un comité technique spécial de service placé auprès du premier président de la Cour de cassation ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du comité technique spécial de service placé auprès du premier président de la Cour de cassation en date du 22 novembre 2011,

DECIDE:

Article 1

Sont nommés représentants du personnel au sein du comité technique spécial de service placé auprès du premier président de la Cour de cassation :

ORGANISATIONS SYNDICALES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
USAJ/UNSa	Mme Claudie CASTANDET- HESNAULT Adjoint administratif à la Cour de cassation Mme Sophie HOTTE Greffier à la Cour de cassation M. Claude SOULIER Greffier en chef à la Cour de cassation	M. Clément CASTANDET Adjoint technique à la Cour de cassation Mme Marie-Françoise LEPREY Greffier à la Cour de cassation Mme Valérie CABOCHE Adjoint administratif à la Cour de cassation
Syndicat C-JUSTICE	Mme Fabienne COLIN Adjoint administratif à la Cour de cassation	Mme Marie-Christine VANTYGHEM Adjoint administratif à la Cour de cassation

Article 2

Le premier président de la Cour de cassation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la justice et des libertés.

Fait le 9 décembre 2011.

Le premier président,

Vincent LAMANDA